

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/516
1 mars 1951
FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Septième session

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

LE DROIT DES PEUPLES ET DES NATIONS A DISPOSER D'EUX-MEMES

Note du Secrétaire général

1. Ce point a été inscrit à l'ordre du jour provisoire de la Commission des droits de l'homme en vertu de la résolution 421 D (V), adoptée par l'Assemblée générale le 4 décembre 1950, et de la résolution E/1927, adoptée par le Conseil économique et social le 23 février 1951.
2. La partie D de la résolution de l'Assemblée générale demande au Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme à étudier les voies et moyens de garantir aux peuples et aux nations le droit de disposer d'eux-mêmes; et à rédiger des recommandations que l'Assemblée générale examinera à sa sixième session. La résolution du Conseil transmet la résolution de l'Assemblée générale à la Commission en l'invitant à prendre les mesures nécessaires.
3. C'est le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques qui, le premier, a soulevé la question du droit de libre disposition à la Troisième Commission de l'Assemblée générale, au cours de la cinquième session de l'Assemblée. Dans un projet de résolution (A/C.3/L.77/Rev.1), le représentant de l'URSS a proposé d'insérer dans le projet de pacte international relatif aux droits de l'homme une disposition traitant du droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes.
4. La Troisième Commission a décidé d'adopter comme document de travail de base le projet de résolution soumis par les représentants du Brésil, de la Turquie et des Etats-Unis d'Amérique (A/C.3/L.76); la proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a été présentée sous forme d'amendement à ce

projet de résolution (A/C.3/L.96). Les représentants de l'Afghanistan et de l'Arabie saoudite ont proposé un autre amendement (A/C.3/L.88) à ce projet de résolution, demandant au Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme à étudier des voies et moyens qui garantissent aux peuples et aux nations le droit à disposer d'eux-mêmes et à rédiger à cet égard des recommandations que l'Assemblée générale examinerait à sa sixième session.

5. A sa 305ème séance, la Troisième Commission a examiné les propositions de l'URSS, mais elle ne les a pas adoptées. Cependant, dans la partie B de sa résolution 421 (V), l'Assemblée générale attire l'attention de la Commission sur les propositions soumises par l'Union des Républiques socialistes soviétiques. La proposition de l'URSS est la suivante (A/C.3/L.96) : "Chaque peuple et chaque nation ont le droit de disposer d'eux-mêmes dans l'ordre national. Les Etats chargés de l'administration des territoires non autonomes sont tenus de faciliter l'exercice de ce droit en s'inspirant dans leurs rapports avec les populations de ces territoires des buts et principes de l'Organisation des Nations Unies. L'Etat a le devoir d'assurer aux minorités nationales le droit d'employer leur langue maternelle, de posséder leurs propres institutions éducatives et culturelles nationales, telles que : écoles, bibliothèques, musées, etc.".

6. A la 309ème séance de la Troisième Commission, les représentants de l'Afghanistan et de l'Arabie saoudite ont présenté un texte révisé de leur amendement (A/C.3/L.88/Rev.1), dans lequel ils supprimaient toute allusion aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Après que ce texte eut été discuté aux 309ème et 310ème séances de la Commission, les auteurs de l'amendement ont rétabli leur texte initial sur la suggestion du représentant du Mexique. Cet amendement a été adopté à la 311ème séance de la Commission; il a été adopté ensuite à la 317ème séance plénière de l'Assemblée générale en tant que partie D de la résolution 421 (V).

7. Au cours des débats de la Troisième Commission, les représentants qui étaient opposés à l'adoption de la proposition de l'Afghanistan et de l'Arabie saoudite ont affirmé que le programme de la Commission des droits de l'homme était déjà suffisamment long et que le droit des peuples et des nations à disposer d'eux-mêmes ne relevait pas de la compétence de la Commission, car les Articles 73 b) et 76 b) de la Charte des Nations Unies contiennent déjà des garanties suffisantes à cet égard. Ils ont déclaré que la Commission était

compétente, certes, pour traiter des droits de l'homme individuels et collectifs, mais qu'il fallait établir une distinction entre les droits de l'individu, les droits collectifs appartenant à des groupes d'individus tels que le droit d'association et les droits syndicaux, et enfin les droits des Nations, des peuples et des groupes souverains. Ces derniers droits sont d'une nature différente, car ce sont des droits politiques qui ne peuvent être exercés que collectivement; il faudrait donc les exclure des travaux de la Commission des droits de l'homme. On a soutenu que ce sont le Conseil de sécurité, le Conseil de tutelle, la Première et la Quatrième Commissions de l'Assemblée générale, mais non pas la Troisième Commission ni la Commission des droits de l'homme, qui sont chargés de mettre en oeuvre le principe de la libre disposition établi par la Charte (A/C.3/SR.309, 310 et 311).

8. Les représentants qui ont appuyé cette proposition ont estimé au contraire qu'il était nécessaire d'insérer tant dans la résolution à adopter par l'Assemblée générale, que dans le projet de pacte, une clause relative à la libre disposition, car il s'agit là d'un droit fondamental qui a été violé à maintes reprises dans le passé et qui continue à être violé. L'homme fait partie de la société et on ne saurait l'en dissocier; le droit de libre disposition est un droit qui appartient aux groupes d'individus vivant en association. On a affirmé que si le pacte relatif aux droits de l'homme ne contenait pas d'article portant sur le droit de libre disposition, il serait lamentablement incomplet. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est l'un des principes sur lesquels repose la Charte des Nations Unies. Ce droit a été énoncé à l'Article premier de la Charte, et il est bien conforme à l'esprit de l'Article 73 b). L'Article 55 de la Charte, qui constitue l'axe de tout le système de coopération économique et sociale, mentionne expressément le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le paragraphe 3 de l'article 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît que la volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics, et de nombreux articles de la Déclaration, tels que les articles 1, 2, 3, 4, 12, 15, 18, 27 et 30, intéressent directement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On a affirmé que l'absence d'un tel article dans le projet de pacte encouragerait

les puissances responsables des territoires non autonomes à retarder indéfiniment l'établissement de l'égalité des droits entre les nations. Le droit de libre disposition est la condition essentielle de la jouissance de tous les autres droits de l'homme et la Commission des droits de l'homme est pleinement compétente, a-t-on déclaré, pour traiter de cette question (A/C.3/SR.309, 310, 311).

9. On se souviendra (voir paragraphe 6 ci-dessus) que c'est sur une proposition du représentant du Mexique qu'on a réintroduit dans le texte une allusion aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Le représentant du Mexique a dit que le droit des nations à disposer d'eux-mêmes relevait de la compétence de la Commission du droit international qui était en train de rédiger une déclaration des droits et devoirs des Etats; quant au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'était à son avis, le pacte des droits de l'homme qui devrait le garantir (A/C.3/SR.310).
